

La vérité des prix

**LA CHRONIQUE DE
JACQUES CRÉMER ET
CHRISTIAN GOLLIER**



Faut-il se réjouir de l'envol du prix pétrole, gage de réduction d'une consommation qui contribue au réchauffement climatique ? Ou s'en inquiéter tant les réactions des catégories sociales les plus touchées sont parfois violentes ?

La part permanente de la hausse du prix du pétrole de 2008 est sans doute plus importante que celle de 1980. Elle traduit une demande très forte notamment des pays émergents. Et conduira, à terme, à des investissements dans l'exploitation d'autres sources d'énergies, hélas pas toujours propres. Oui, la hausse de prix ralentit l'augmentation de la production, mais elle ne nous dédouane pas d'une politique environnementale agressive. Le consensus scientifique du Giec porte sur une division par deux des émissions, au niveau mondial d'ici à 2050 pour limiter la probabilité d'une hausse de la température de 5 degrés en dessous de 2 %. Pour permettre à certains pays de réduire leur retard de développement, cet objectif nécessite une division par quatre des émissions dans les pays riches. Selon le très intéressant rapport Quinet que vient de publier le Conseil d'analyse stratégique, cet objectif peut être atteint en imposant une valeur de 32 euros par tonne de CO₂ dès aujourd'hui, et 200 euros en 2050. Ce qui correspond à une taxe passant de 7 centimes à 50 centimes par litre d'essence.

En conséquence, le prix de l'énergie va connaître une double augmentation : celle due à la rareté et celle due à la politique de l'environnement. Cela demandera des mutations douloureuses et inégalement réparties. Certains comme les pêcheurs et les transporteurs routiers, très dépendants du prix de l'énergie, verront leur coût de production augmenter. Un renchérissement d'autant plus pénible à court terme qu'il ne se reflète que progressivement dans le prix des produits et des services qu'ils vendent. A terme, des restructurations seront nécessaires. Concrètement, on assistera à un transfert d'une partie du fret routier vers le ferroviaire, les bateaux

de pêche et des véhicules les moins efficaces du point de vue énergétique seront mis à la casse, le prix de l'immobilier en centre-ville augmentera par rapport à celui de la périphérie et les transports publics urbains devront s'améliorer. En laissant jouer la vérité des prix, des secteurs économiques entiers se contracteront pendant que d'autres monteront en puissance, des emplois devront se réorienter, et le panier de la ménagère se modifier structurellement.

Ces évolutions coûteuses, inévitables et souhaitables posent des problèmes sociaux et politiques. Politiques car partout, les secteurs les plus touchés par la hausse du pétrole demandent des aides spécifiques. Sociaux car ce sont les pays moins favorisés qui consacrent une part plus importante de leur budget à l'énergie. Nos collègues toulousains H. Crémer et N. Ladoux, en collaboration avec F. Gahvari de l'université de l'Illinois, ont démontré que la prise en compte d'un objectif redistributif dans la fixation d'une taxe climat pouvait conduire à en limiter

Sa rareté et la politique de l'environnement vont augmenter le prix du pétrole.

considérablement le montant.

Pour diminuer ces effets, on peut penser diminuer les taxes sur l'énergie pour les ménages les plus touchés, ou sur les catégories socioprofessionnelles les plus aptes à créer des nuisances. Cette solution n'est pas efficace. Mieux vaut encourager tous les ménages à faire des efforts d'efficacité énergétique et employer d'autres instruments pour rééquilibrer la distribution du revenu : on donne aux ménages ou aux producteurs touchés une subvention forfaitaire égale aux coûts qu'ils subissent mais indépendante de leur consommation énergétique. Hélas, ces solutions favorisées par les économistes sont souvent difficiles à mettre en œuvre. En 1977, déjà, le plan du président Carter d'augmenter les taxes sur l'essence et de diminuer en même temps les impôts sur le revenu du même montant avait été tourné en ridicule. La solution du gouvernement français, augmenter la prime à la cuve pour les ménages les plus modestes, n'est pas idéale, elle peut montrer une voie. A court terme, elle permet aux plus vulnérables d'amortir le choc, mais elle n'encourage pas à adapter la consommation énergétique, puisqu'elle fait contrepoids aux incitations en faveur des énergies renouvelables. Politiquement, néanmoins, elle permet aux pouvoirs publics de montrer qu'ils s'attaquent aux problèmes.

JACQUES CRÉMER est directeur de l'Institut d'économie industrielle et chercheur à l'École d'économie de Toulouse (TSE). CHRISTIAN GOLLIER est directeur adjoint de TSE.